



Israël Uber Alles ? Ou est-ce qu'il y a enfin un jugement qui se prépare pour ses péchés ?

Par [Philip Giraldi](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2024

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Il y a eu des événements intéressants au cours des derniers jours liés à l'asservissement manifeste d'Israël du gouvernement à tous les niveaux aux États-Unis ainsi qu'à sa domination sur les médias de divertissement et d'information. Presque tout le monde admet désormais que la situation actuelle n'est pas due au fait que les Américains ordinaires aiment réellement ce que représente Israël, mais qu'elle est plutôt une conséquence des poches profondes du lobby pro-israélien américain et de la corruption qui peut être achetée en étant prêt à dépenser des milliards de dollars pour soutenir un parti politique. Une seule cause hautement ciblée. Et il y a aussi l'outil fréquemment utilisé pour maintenir dans le rang les politiciens potentiellement gênants, à savoir la volonté de faire tout ce qui est nécessaire pour discréditer et marginaliser tous les critiques de l'État juif, y compris les affirmations libérales, souvent fausses, sur les crimes présumés de l'État juif, ainsi que l'antisémitisme et le négationnisme pour diaboliser ceux qui sont ciblés.

Les Premiers ministres israéliens actuels et précédents se sont vantés de contrôler les États-Unis et les preuves sont là qu'ils peuvent effectivement le faire. Le plus décourageant dans le *bouleversement* provoqué par les sionistes, qui est une sorte de guerre secrète dirigée contre la Constitution des États-Unis, a été l'impact sur les droits réels de tous les Américains, y compris la liberté d'expression. La semaine dernière, la gouverneure du Dakota du Sud et candidate républicaine à la vice-présidence, Kristi Noem, s'est vantée de la nouvelle législation dans son État qui criminaliserait l'antisémitisme. Comme critiquer Israël est considéré *ipso facto* comme de l'antisémitisme et criminalisé comme un « crime de haine », cela signifie, comme certains l'ont observé, que les Américains du Dakota du Sud et aussi de Floride (grâce à Ron DeSantis) peuvent critiquer leur propre pays, mais pas l'État juif autoproclamé. Paul Craig Roberts l'exprime autrement, **observant** : « Je trouve extraordinaire que les Juifs, seuls parmi toutes les ethnies, puissent contrôler ce qui peut être dit à leur sujet. La véritable menace n'est pas l'antisémitisme. La véritable menace est la destruction de la liberté d'expression et la montée de lois fondées sur le statut qui protègent certaines ethnies choisies et en persécutent d'autres. Ce qu'il faut vraiment, c'est une alliance contre ceux qui détruisent les fondements de la vérité, de la liberté et d'un gouvernement responsable. »

La semaine dernière, il y a eu également un vote intéressant au Congrès, **bloquant ou forçant la vente** du réseau social et site de réseautage chinois TikTok, devenu très populaire parmi les jeunes du monde entier. Ce qui n'a pas été beaucoup discuté dans les médias avant le vote, qui a affirmé que le site constituait une « menace à la sécurité

nationale », c'est de savoir qui faisait pression en faveur du projet de loi. En réalité, l'histoire dans l'histoire concernait encore une fois Israël. "Nous avons un problème majeur avec TikTok", s'est plaint le grotesque directeur général de la Ligue anti-diffamation, Jonathan Greenblatt, apparemment paniqué parce que la jeunesse mondiale n'avale plus la propagande israélienne puisque le site a quelque chose comme une "mémoire" qui dirige les lecteurs et les téléspectateurs vers de nouveaux sites ou des vidéos pour lesquelles ils avaient déjà exprimé leur intérêt. De nombreux utilisateurs étaient, selon Greenblatt, intéressés par ce qui se passait à Gaza et recevaient des informations hostiles à Israël. L'adoption massive du projet de loi, qui a été adoptée en toute hâte par le Congrès, démontre une fois de plus la puissance du lobby israélien. L'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) **aurait été** fortement engagé dans un lobbying jusqu'au vote. Cela démontre malheureusement comment Israël est capable de décider de la manière dont les Américains choisissent de communiquer et de socialiser entre eux et avec le monde. Résumant le point de vue du lobby israélien sur la question, Nikki Haley, toujours charmante ex-candidat à la présidentielle, a répondu à la législation en ces termes : « Nous devons vraiment interdire TikTok une fois pour toutes et laissez-moi vous dire pourquoi. Toutes les 30 minutes pendant lesquelles quelqu'un regarde TikTok chaque jour, il devient 17 % plus antisémite et plus pro-Hamas. » Et les dégâts causés sont encore plus importants. Le projet de loi n'interdit pas seulement TikTok. Il crée également une nouvelle autorité unilatérale permettant à tout président d'interdire toute application ou site Web qu'il considère comme une « menace à la sécurité nationale » s'il appartient ou est contrôlé par un « adversaire étranger », qui comprend non seulement la Chine mais aussi la Russie, la Corée du Nord et l'Iran. Adieu la liberté d'expression et d'association !

Ainsi, en échange de souffrances considérables et de rien de tangible qui puisse bénéficier aux États-Unis et à ses citoyens, Israël est célébré comme le meilleur ami et le plus proche de l'Amérique, tout en bénéficiant de milliards de dollars gratuits du contribuable américain et d'une protection politique complète accordée par les clowns qui dirigent Washington, quoi qu'Israël fasse et quels que soient les dommages qu'il inflige réellement au peuple ou aux intérêts américains.

Dans le même ordre d'idées, l'histoire la plus importante récemment a été **la dénonciation** par le chef de la majorité au Sénat, Charles Schumer, du gouvernement israélien du Premier ministre Benjamin Netanyahu dans un **discours de 40 minutes** prononcé depuis le Sénat suivi d'un tweet X.

Schumer, qui est le Juif élu le plus haut gradé du gouvernement américain, a accusé Netanyahu de poursuivre la guerre à Gaza et de la diriger de façon telle « que sa survie politique ne risque pas de prendre le pas sur la défense des intérêts réels d'Israël. » Schumer a fait remarquer que le gouvernement israélien, quel que soit celui qui le dirigera, doit procéder à des « corrections de cap » et que « [Netanyahu] a été trop disposé à tolérer le bilan des civils décimés à Gaza, alors que c'est ce qui pousse le soutien à Israël dans le monde entier à des niveaux historiquement bas. Israël ne peut pas survivre s'il devient un État paria » parmi les nations, ce qui s'est déjà produit dans une certaine mesure. À la lumière de cela, Schumer a recommandé : « À ce stade critique, je crois qu'une nouvelle élection est le seul moyen de permettre un processus décisionnel sain et ouvert sur l'avenir d'Israël », ajoutant que nous vivons une époque où « tant d'Israéliens ont perdu confiance dans la vision et la direction de leur gouvernement ».

Schumer **a également critiqué** Netanyahu pour avoir rejeté la proposition de l'administration Biden de discuter de l'établissement d'un État palestinien immédiatement

après la fin de la guerre. « En tant que partisan d'Israël depuis toujours, c'est devenu clair pour moi : la coalition Netanyahu ne répond plus aux besoins d'Israël après le 7 octobre. Le monde a changé - radicalement - depuis lors, et le peuple israélien est actuellement étouffé par une vision gouvernementale qui est coincée dans le passé. Il a ajouté : « En tant que démocratie, Israël a le droit de choisir ses propres dirigeants, et nous devrions laisser les choses suivre leur pente. Mais l'important est que les Israéliens aient le choix. Il faut un nouveau débat sur l'avenir d'Israël. À mon avis, la meilleure façon d'y parvenir est d'organiser des élections.

Une élection n'entraînerait pas nécessairement un changement dans la politique à Gaza, la plupart des Israéliens soutenant largement la guerre, selon les sondages d'opinion. Mais un sondage publié en janvier suggérait que seulement 15 % des électeurs souhaitaient que Netanyahu reste au pouvoir après la fin du conflit. Le ministre de la Guerre Benny Gantz, rival de Netanyahu et successeur le plus probable, soutient fondamentalement le massacre en cours à Gaza avec seulement des écarts mineurs par rapport à ce que fait actuellement le Premier ministre.

De nombreux démocrates du Congrès ont salué le discours de Schumer et le tweet X qui a suivi, mais les républicains aux États-Unis et les dirigeants israéliens **ont rapidement répondu** négativement à ses remarques. Le parti israélien Likoud a déclaré qu'Israël n'était pas une « république bananière », tandis que le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a déclaré dans un communiqué : « Il est tout à fait inapproprié et tout simplement erroné que le sénateur Schumer appelle à de nouvelles élections en Israël. » Le chef de la minorité sénatoriale, Mitch McConnell, a souscrit à ce jugement : « Il est grotesque et hypocrite de la part des Américains qui hyperventilent au sujet de l'ingérence étrangère dans notre propre démocratie d'appeler à la destitution d'un dirigeant d'Israël démocratiquement élu. C'est sans précédent. S'opposant à l'assaut républicain, certains démocrates ont résisté, notamment le sénateur Mark Warner de Virginie, qui **a observé que** « Netanyahu n'a certainement pas hésité à essayer de s'immiscer dans la politique américaine ».

Le discours de Schumer doit être replacé dans son contexte. Schumer, qui siège au Sénat américain depuis 25 ans, a toujours été un partisan fort et sans réserve de ce que fait Israël et de la manière dont il gère sa sécurité. Il a décrit son propre nom de famille comme **dérivé du** mot hébreu « shomer » qui signifie « protecteur » ou « gardien » et a développé ce thème pour déclarer ouvertement qu'il est « le protecteur d'Israël » au Sénat. Cela dit, il est tout à fait possible que Schumer pense que le massacre continu de Palestiniens par Israël, sans fin en vue, cause de graves dommages à la viabilité à long terme de l'État juif. De nombreux autres juifs américains éminents et amis d'Israël, **comme Tom Friedman** du *New York Times*, avertissent également que l'État juif agit de manière imprudente, et non dans son propre intérêt. Les sondages suggèrent qu'Israël est la nation la plus méprisée au monde en raison de la torture, de la famine et du meurtre pur et simple de civils palestiniens. Le numéro deux dans ces sondages c'est les États-Unis, qui paient le prix d'être le fournisseur politique, financier et d'armes de Netanyahu, permettant des morts et rendant le gouvernement américain complice du conflit, une grande partie de cela étant fait en secret par Biden et le secrétaire d'État Anthony Blinken, le tout couvert par une série de mensonges.

L'impact des actions israéliennes sur les élections à venir aux États-Unis pourrait bien motiver Schumer à prendre la parole maintenant alors qu'il est encore temps de rectifier le tir et de réduire à la fois le nombre de morts palestiniens et les dommages causés à la

Maison Blanche. Le président Joe Biden aurait presque certainement approuvé le discours de Schumer, mais il ne voulait pas aller trop loin sur la question. L'astuce consistera à faire croire que le conflit à Gaza est la guerre de Netanyahu tout en établissant ses principes « humanitaires » d'une manière qui ne fasse pas porter la responsabilité du crime à Israël. Ce sera difficile et il n'y a aucune certitude de succès, mais Schumer et Biden pourraient sentir venir la défaite électorale en novembre, la marge de différence étant la guerre à Gaza et la manière dont la base du Parti démocrate et les électeurs indépendants y ont répondu.

Il est intéressant de noter que la Maison Blanche a de puissants alliés au sein du Parti républicain, qui s'est **transformé en** une machine de propagande radicale et pro-Israélienne, ainsi que dans les grands médias, qui continuent d'orienter leur couverture de Gaza en faveur d'Israël. En effet, les remarques de Schumer sont intervenues, et ce n'est pas une coïncidence, un jour après que les républicains du Sénat ont invité Netanyahu à prendre la parole en tant qu'invité spécial lors d'une prochaine retraite du parti à Washington. Les électeurs véritablement anti-guerre pourraient très bien voter démocrate comme le moindre mal, en particulier compte tenu du conseil de Donald Trump aux Israéliens de « finir le travail » dans leurs relations avec les Palestiniens. Quoi qu'il en soit, il est probable que de telles possibilités tournent actuellement dans la tête de Biden et de Schumer ainsi que dans celle de ceux qui dirigent la campagne du Parti démocrate.

Et ne vous y trompez pas : l'administration veille actuellement à ce que ceux qui veulent poursuivre la lutte contre ce qui est constamment qualifié de menace terroriste internationale, qui justifie les guerres en cours, aient quelque chose à promouvoir. Lundi dernier, lors d'une audition annuelle sur les menaces à la sécurité mondiale tenue dans les bureaux de la commission sénatoriale du renseignement, de hauts responsables du renseignement américain ont averti que la guerre à Gaza pourrait enhardir les groupes terroristes, qui sont alignés dans leur opposition au soutien des États-Unis à Israël. « La crise a galvanisé la violence de la part de divers acteurs à travers le monde. Et même s'il est trop tôt pour le dire, il est probable que le conflit à Gaza aura un impact générationnel sur le terrorisme », a **déclaré Avril Haines**, qui est bien sûr juive, directrice du renseignement national. Lors de la réunion, le sénateur Tom Cotton, républicain de l'Arkansas et fervent partisan d'Israël, a incité le directeur de la CIA, William Burns et Haines, à réfuter les allégations des critiques selon lesquelles Israël "extermine le peuple palestinien" avec sa campagne militaire. En effet, mis à part les apologistes sionistes comme Cotton, personne dans la salle n'a suggéré que mettre fin au génocide israélien pourrait être le meilleur moyen de mettre un terme à la menace terroriste proliférante.

« The beat goes on », rien de nouveau sous le soleil. Comment faire tout ce qu'Israël veut sans en avoir l'air a tourmenté chaque Maison Blanche depuis Harry Truman, mais cela est devenu plus difficile à mettre en œuvre à mesure que le comportement d'Israël s'est aggravé et que les politiciens américains sont devenus plus corrompus et ouvertement dépendants des contributions politiques juives. Il sera intéressant de voir si le discours de Schumer aura réellement une certaine résonance ou s'il ne servira qu'à tromper le public en lui faisant croire que le gouvernement américain a réellement retrouvé son indépendance. Seul le temps nous le dira, mais cela pourrait devenir un parcours politiquement intéressant d'ici novembre.

Philip Giraldi

Article original en anglais :



[**Israel Uber Alles? Or Is There Finally a Reckoning Developing for Its Sins?**](#) le 17 mars 2024

Publié initialement sur le site [The Unz Review](#), le 15 mars 2024

Traduction : [Entre La plume et l'Enclume](#)

Source de l'image en vedette : TUR

Philip M. Girdi, Ph.D., est directeur exécutif du *Council for the National Interest*, une fondation éducative déductible d'impôt 501(c)3 (numéro d'identification fédéral n° 52-1739023) qui recherche une politique étrangère américaine davantage axée sur ses intérêts. au Moyen-Orient. Le site Web est **Councilforthenationalinterest.org**, l'adresse est PO Box 2157, Purcellville VA 20134 et son adresse électronique est inform@cnionline.org.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Philip Girdi](#), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : [**Philip Girdi**](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca